

Document de référence 18

Juillet 2015

Comme le montre le présent document, il manque 39 milliards de dollars des États-Unis par an pour réaliser une éducation préprimaire, primaire et secondaire universelle de bonne qualité dans les pays à revenu faible et moyen inférieur au cours de la période 2015-2030.

Chiffrer le droit à l'éducation : le coût de la réalisation des nouvelles cibles d'ici à 2030

Il y a un large déficit à combler pour réaliser l'agenda de l'éducation pour l'après-2015

Les principales conclusions de l'analyse effectuée pour le Rapport mondial de suivi sur l'EPT quant au coût de la réalisation des cibles clés de l'agenda de l'éducation après 2015 se résument comme suit :

- Le **coût total annuel** de la réalisation de l'enseignement universel aux niveaux préprimaire, primaire et secondaire dans les pays à revenu faible et moyen inférieur devrait, selon les projections, passer de 149 milliards de dollars des États-Unis en 2012 à 340 milliards de dollars des États-Unis, en moyenne, entre 2015 et 2030. Son coût total va plus que tripler dans les pays à faible revenu. Cette augmentation est le reflet, à la fois, de l'augmentation du nombre d'élèves et de celle des dépenses par élève nécessaires pour améliorer la qualité et combattre la marginalisation.
- Pour relever la qualité de l'éducation comme le prévoit le programme pour l'après-2015, les **dépenses par élève** devront augmenter de manière significative. Ainsi, les pays à faible revenu devront accroître le montant de leurs dépenses par élève de l'enseignement primaire de 70 dollars des États-Unis à 197 dollars des États-Unis d'ici à 2030.
- Les **dépenses publiques d'éducation** des pays à faible revenu, enseignement post-secondaire non compris, devront augmenter de 50 % en pourcentage du PIB entre 2012 et 2030. Mais les ressources nationales ne seront pas suffisantes pour atteindre les cibles clés de l'éducation d'ici à 2030.
- Le montant total du **déficit de financement annuel** entre les ressources internes disponibles et les sommes nécessaires pour atteindre les nouvelles cibles d'éducation est estimé, en moyenne, à 39 milliards de dollars des États-Unis entre 2015 et 2030. Ce déficit est particulièrement criant dans les pays à faible revenu, où il représente 42 % des coûts totaux annuels.
- L'**aide extérieure** restera donc une source cruciale de financement de l'éducation au cours des 15 prochaines années si l'on veut atteindre les cibles. Pour l'ensemble des pays à revenu faible et moyen inférieur, l'aide internationale à l'éducation préprimaire, primaire et secondaire devra être au moins multipliée par six.

L'agenda de l'éducation pour l'après-2015 est une occasion majeure de prendre de nouveaux engagements financiers

Le manque de financements a été l'un des principaux obstacles à la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous. Alors qu'approche l'heure des décisions dans le

débat sur le programme d'éducation pour l'après-2015, l'attention se tourne vers les mécanismes de mise en œuvre qui permettront d'atteindre les nouvelles cibles. Préalablement au Sommet d'Oslo sur l'éducation pour le développement et à la Conférence sur le financement du développement d'Addis-Abeba, le Rapport mondial de suivi sur l'EPT a estimé le coût de la réalisation de quelques-unes des nouvelles cibles clés de l'éducation, et le montant du déficit de financement annuel à

comblent une fois prises en compte les ressources nationales disponibles.¹

Cette analyse couvre l'ensemble des pays à revenu faible et moyen inférieur, qui sont confrontés aux plus grands défis en matière d'offre éducative et auront probablement le plus besoin d'une aide extérieure. Elle indique, de manière indubitable, que de nouveaux investissements substantiels sont indispensables si le monde veut atteindre les cibles clés de l'éducation du programme de développement durable pour l'après-2015. Selon cette analyse, effectuée dans le cadre du Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015 paru en avril, sans un réexamen de nos priorités, l'accès de tous les enfants au second cycle de l'enseignement secondaire d'ici à 2030 restera un objectif lointain pour la communauté internationale : au vu des tendances actuelles, la proportion de jeunes de 21 ans qui auront achevé le second cycle du secondaire progressera, entre 2015 et 2030, de 18 % à 26 % dans les pays à faible revenu et de 39 % à 52 % dans les pays à revenu moyen inférieur. Il sera même difficile de réaliser l'enseignement primaire universel d'ici la nouvelle date butoir.

Selon l'analyse du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, même si les hypothèses assez ambitieuses

de croissance des dépenses nationales se confirment, l'aide extérieure sera appelée à jouer un rôle accru. Ces demandes d'aide seront directement concurrencées par celles d'autres secteurs désireux d'atteindre leurs propres objectifs. Le défi est de taille et souligne la nécessité de fixer des objectifs financiers clairs afin d'éviter de reproduire les erreurs du passé.

Quelles sont les cibles concernées par ces estimations ?

L'avant-projet de document final du Sommet des Nations Unies où sera adopté le programme de développement pour l'après-2015, dont le quatrième objectif vise à « assurer une éducation équitable et de qualité et un apprentissage tout au long de la vie pour tous », met clairement l'accent sur des cibles quantifiables. Il manque cependant à certaines une définition opérationnelle commune. Pour les besoins du présent exercice de chiffrage, une partie des cibles d'éducation pour l'après-2015 actuellement sur la table ont été interprétées comme suit (le **tableau 1** indique les paramètres associés).

Tableau 1. Principales hypothèses concernant les cibles et les paramètres de dépenses

	Cibles		Valeur de départ	Valeur cible	
1. Préprimaire	Taux brut de scolarisation dans le préprimaire		37%	100%	
2. Primaire et secondaire	Taux d'achèvement du primaire		70%	100%	
	Taux d'achèvement du premier cycle secondaire		50%	100%	
	Taux de transition vers le second cycle secondaire		77%	100%	
3. Amélioration de la qualité	Ratio élèves/enseignant	Préprimaire	26	15	
		Primaire	35	29	
		Premier cycle secondaire	27	27	
		Second cycle secondaire	23	27	
	Salaires enseignants (en % du PIB par habitant)	Exemple : pays à faible revenu			
		Préprimaire/primaire	4,3	4,4	
		Premier cycle secondaire	6,0	5,6	
4. Équité	Majoration des dépenses par élève en vue d'accueillir les enfants marginalisés (vivant avec moins de 2 dollars des États-Unis par jour)	Préprimaire/primaire		20%	
		Premier cycle secondaire	Non disponible	30%	
		Second cycle secondaire		40%	

1. Le présent document d'orientation s'appuie sur un document d'information préparé pour le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2015 par Annababette Wills et intitulé *Reaching education targets in low and lower-middle income countries – costs and finance gaps to 2030 for pre-primary, primary, lower- and upper secondary schooling*.

Éducation et protection de la petite enfance

D'ici à 2030, veiller à ce que toutes les filles et tous les garçons bénéficient d'activités de développement et de soins de la petite enfance et d'une éducation préscolaire de qualité qui les préparent à suivre un enseignement primaire.

L'objectif global consistant à permettre à tous les enfants de réaliser pleinement leur potentiel de développement sera poursuivi par diverses interventions, dont beaucoup ne sont pas propres à l'éducation. Pour les besoins du présent exercice de calcul des coûts, la cible a été interprétée comme signifiant que tous les enfants bénéficieront d'une année d'enseignement préprimaire. Ceci correspond à un taux brut de scolarisation dans le préprimaire de 100 % d'ici à 2030. Bien que l'éducation préscolaire universelle soit un objectif en soi, il est important de noter qu'elle aide à améliorer la préparation à l'école primaire et les acquis d'apprentissage ultérieurs de l'enfant, et qu'elle est donc cruciale pour l'achèvement universel de l'enseignement primaire et secondaire.

Enseignement primaire et secondaire

D'ici à 2030, faire en sorte que toutes les filles et tous les garçons suivent un cycle complet d'enseignement primaire et secondaire gratuit, équitable et de qualité, qui leur donne des acquis pertinents et effectifs.

Le calcul des coûts associés à cette cible est axé sur la réalisation d'un enseignement primaire et secondaire universel de bonne qualité. Le présent exercice de chiffrage tient compte de la nécessité de scolariser tous les enfants, de leur permettre de poursuivre leur scolarité et de franchir ces étapes intermédiaires bien avant la date butoir, de façon à pouvoir achever le primaire et le premier cycle du secondaire d'ici à 2030. Il s'appuie aussi sur l'hypothèse qu'à cette date, tous les enfants auront effectué leur transition vers le second cycle de l'enseignement secondaire.

Équité *D'ici à 2030, éliminer les disparités entre les sexes dans le domaine de l'éducation et assurer l'égalité d'accès des personnes vulnérables, y compris les personnes handicapées, les autochtones et les enfants en situation vulnérable, à tous les niveaux d'enseignement et de formation professionnelle.*

Dans de nombreux pays, la progression vers l'enseignement primaire et secondaire universel et la réduction des disparités d'apprentissage passe par un ciblage des ressources gouvernementales sur les enfants des familles et des communautés marginalisées. Pour tous les niveaux d'éducation examinés ici, l'hypothèse est qu'il faudra investir davantage pour garantir un accès équitable à l'éducation et aux possibilités d'apprentissage. Parmi les exemples d'interventions efficaces figurent la réduction des obstacles à la scolarisation (programmes alimentaires, gratuité des uniformes, soutien scolaire, etc.) ; l'instruction dans la langue maternelle dans les régions où les enfants ne parlent pas la langue majoritaire ou la langue employée à l'école ; la construction d'écoles fixes ou mobiles pour les enfants des zones difficiles d'accès ; les interventions sanitaires contre les maladies (paludisme, vers) ; les interventions en faveur des enfants handicapés ; les programmes destinés aux enfants en situation d'urgence. On a supposé que, compte tenu des interventions nécessaires pour combattre les désavantages auxquels sont confrontés les enfants pauvres, les coûts par élève subiraient une augmentation de 40 %.

Alphabétisme et calcul *D'ici à 2030, veiller à ce que tous les jeunes et au moins x % des adultes des deux sexes sachent lire, écrire et compter.*

On manque de données pour évaluer le coût des programmes d'alphabétisation des adultes efficaces, qu'il s'agisse de leur apporter des compétences d'alphabétisme solides et durables ou d'atteindre l'ensemble des adultes illettrés par des interventions à grande échelle. L'exercice de chiffrage examine les moyens d'alphabétiser tous les jeunes d'ici à 2030, objectif qui peut en principe être atteint grâce à deux mécanismes. Premièrement, l'achèvement d'une scolarité primaire de bonne qualité devrait signifier que l'on sait lire et écrire, ce qui n'est pas le cas actuellement dans bien des pays pauvres. Deuxièmement, lorsqu'un jeune n'a pu recevoir une éducation formelle, l'apprentissage de la lecture et de l'écriture doit se faire grâce à un programme éducatif de seconde chance. Compte tenu de la rapidité avec laquelle il faudra réaliser l'achèvement universel d'un enseignement primaire de bonne qualité pour atteindre les cibles, le premier de ces mécanismes

joue un rôle primordial dans les efforts pour alphabétiser tous les jeunes.

Infrastructures éducatives *D'ici à 2030, construire ou moderniser des installations éducatives de façon qu'elles soient accueillantes pour les enfants et pour les handicapés et attentives à la question du genre et qu'elles offrent à tous un environnement d'apprentissage sûr, non violent, inclusif et efficace.*

Enseignants *D'ici à 2030, accroître, en particulier au moyen de la coopération internationale en faveur de la formation des enseignants, de x % le nombre d'enseignants qualifiés des pays en développement, notamment les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement (PEID).*

Pour tous les niveaux d'éducation, le présent document part du principe que l'amélioration de l'apprentissage passe nécessairement par l'application de normes minimales de qualité scolaire. Plusieurs progrès dans ce domaine se sont avérés des facteurs essentiels pour faciliter l'apprentissage et il en est tenu compte dans les hypothèses formulées ici :

- au niveau préprimaire, il ne devrait jamais y avoir plus de 20 élèves par enseignant ; le chiffre correspondant au niveau primaire est de 40 élèves. Le modèle reconnaît que les **ratios élèves/enseignants** baissent avec l'enrichissement des pays, et suppose qu'au fil du temps, les pays convergeront progressivement vers une moyenne mondiale plus faible : ainsi, on prévoit que le taux moyen dans l'enseignement primaire sera de 29 élèves par enseignant en 2030.
- il y a de grandes disparités entre les pays en ce qui concerne le salaire des enseignants. Exprimés en pourcentages du PIB par habitant, les salaires tendent à être plus élevés dans les pays plus pauvres en raison de la rareté des compétences nécessaires. Le modèle présume qu'il existe une relation de long terme entre les salaires des enseignants et le PIB par habitant, et que les pays convergeront progressivement vers une moyenne mondiale. Le calcul de cette relation de long terme est basé sur les 50 % des pays qui versent aux enseignants des salaires plus élevés. Ceci de façon à garantir que leur

montant est suffisant pour attirer les meilleurs candidats vers la profession.

- s'agissant du nombre de **salles de classe à construire**, on s'est appuyé sur deux hypothèses : il faut une classe par enseignant, et il faut remplacer les classes vétustes. La construction de classes nouvelles a été étalée sur dix ans. Le coût de chaque nouvelle classe est égal au coût de base de la construction multiplié par le coût du mobilier durable. Le calcul prévoit également des coûts de maintenance de 1,5 %.
- un quart des **dépenses récurrentes** est affecté à des besoins autres que les salaires des enseignants. Cette hypothèse couvre un large éventail d'éléments de coûts visant à améliorer la qualité, des matériels pédagogiques à la formation des enseignants et aux réformes de la gestion scolaire.

Le présent exercice ne prend pas en compte les objectifs qui, dans les cibles d'éducation proposées pour l'après-2015, ont trait à l'enseignement supérieur, à la formation professionnelle, à l'alphabétisation des adultes et à l'attribution de bourses.²

L'analyse présentée ci-dessous est largement comparable à l'exercice de chiffrage des coûts réalisé pour le Rapport mondial de suivi sur l'EPT 2010, dont elle s'inspire. Elle s'en différencie cependant sur plusieurs points, dont deux ont un impact sur l'affichage des chiffres clés (**encadré 1**).

Le scénario de base

Le scénario de base retenu pour le présent exercice de calcul des coûts postule, premièrement, que les cibles seront atteintes d'ici à 2030 ; deuxièmement, que les taux de croissance du PIB jusqu'en 2016 suivront les projections du FMI, pour ensuite converger vers une moyenne de long terme de 5 % ; troisièmement, que les taux d'imposition en pourcentage du PIB et la part des budgets allouée à l'éducation progresseront plus lentement.

2. Dans le courant de 2015, le Rapport mondial de suivi sur l'EPT élargira ses estimations pour inclure le coût de l'achèvement du second cycle de l'enseignement secondaire.

Encadré 1. Ce qui change par rapport aux calculs effectués pour le Rapport 2010

En 2010, le Rapport mondial de suivi sur l'EPT estimait qu'entre 2008 et 2015, il manquait aux 46 pays les plus pauvres 16 milliards de dollars des États-Unis par an, soit 1,5 % de leur PIB, pour atteindre l'objectif d'enseignement primaire universel. Le retard de financement correspondant à l'achèvement universel du premier cycle de l'enseignement secondaire était estimé à 25 milliards de dollars des États-Unis par an pour la même période.

Le présent document reprend scrupuleusement la méthodologie utilisée par l'estimation de 2010. Toutefois, outre que ce nouveau chiffrage porte aussi sur le coût de l'achèvement universel du second cycle de l'enseignement secondaire, il y a entre les deux exercices deux grandes différences à signaler, dans la mesure où elles peuvent retentir sur leur comparabilité :

- le nombre de pays couverts est passé de 46 pays à faible revenu (selon les définitions de la Banque mondiale de 2007) à l'ensemble des 82 pays à revenu faible et moyen inférieur (selon les définitions de la Banque mondiale de 2013). Ceci devrait creuser le déficit, même si c'est moins que proportionnellement, dans la mesure où les pays ajoutés sont plus proches des cibles ;
- l'horizon temporel pour la réalisation de l'agenda a été élargi, d'une période de 8 ans (2008-2015) à une période de 16 ans (2015-2030). Ceci devrait réduire le montant estimé du déficit de financement annuel, dans la mesure où les coûts sont répartis sur une période deux fois plus longue. En outre, les pays se sont rapprochés des cibles ces cinq dernières années, ce qui réduit aussi le coût total. Ces données ont été complétées par d'autres sources, telles que les plans des secteurs nationaux de l'éducation. Dans les cas où aucune donnée nationale n'était disponible, des agrégats régionaux ont été utilisés. Ceci signifie que, bien que tout ait été fait pour accéder aux données, il peut y avoir de grandes marges d'erreurs concernant certains pays.

Les autres hypothèses formulées dans ce modèle, qui ont toutefois moins d'impact sur les estimations, sont les suivantes :

- en matière de taux brut de scolarisation dans l'enseignement préprimaire, la cible adoptée est de 100 % ; elle était de 52 % dans l'estimation de 2010 ;
- la cible relative à l'enseignement primaire et au second cycle de l'enseignement secondaire est l'achèvement universel, avec des valeurs de référence basées sur les taux d'achèvement à partir des enquêtes auprès des ménages ; dans l'estimation de 2010, la cible était la scolarisation universelle, et les valeurs de référence étaient basées sur les taux de scolarisation à partir des données administratives ;
- la cible relative au salaire des enseignants varie selon les pays en fonction de leurs points de départ respectifs ; dans l'estimation de 2010, la cible était fixe (elle équivalait par exemple à 4,5 fois le PIB par habitant au niveau de l'enseignement primaire en Afrique du Sud et à 3,5 fois partout ailleurs).
- la part des éléments non salariaux dans le total des dépenses récurrentes a été établie à 25 % ; dans l'estimation de 2010, elle était de 33 % dans le primaire et de 40 % dans le premier cycle de l'enseignement secondaire.
- la proportion d'enfants marginalisés dans chaque pays est liée à la part de la population vivant avec moins de 2 dollars des États-Unis par jour ; dans l'estimation de 2010, elle était liée au taux d'analphabétisme des jeunes adultes ;
- les coûts supplémentaires de l'élargissement de l'éducation aux enfants marginalisés ont été calculés uniquement pour la part estimée d'enfants non scolarisés ; dans l'estimation de 2010, on se basait sur un coût supplémentaire pour l'ensemble des enfants marginalisés.

Réaliser l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire universel d'ici à 2030 coûtera 340 milliards de dollars des États-Unis annuels

En termes absolus, le coût total annuel de l'enseignement universel aux niveaux préprimaire, primaire et secondaire dans les pays à faible revenu devrait, selon les prévisions, plus que tripler, passant de 14 milliards de dollars des États-Unis en 2012 à une moyenne de 50 milliards de dollars des États-Unis entre 2015 et 2030. Dans les pays à revenu moyen inférieur, les coûts seront globalement plus élevés en raison d'une population plus nombreuse et d'un PIB par habitant plus élevé,

et le coût total annuel devrait plus que doubler, passant de 134 milliards de dollars des États-Unis en 2012 à une moyenne de 289 milliards de dollars des États-Unis pour la période 2015-2030. Si l'on prend ensemble les pays à revenu faible et moyen inférieur, le coût total de l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire universel atteindra, en moyenne, 340 milliards de dollars des États-Unis par an entre 2015 et 2030 (**tableau 2**).

En termes relatifs, le coût total de la réalisation de l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire universel devrait, dans les pays à revenu faible et moyen inférieur, passer

de 3,5 % à 6,3 % du PIB entre 2012 et 2030. L'augmentation sera toutefois bien plus importante dans les pays à faible revenu, où le coût devrait presque tripler en pourcentage du PIB au cours de cette période.

Les dépenses récurrentes représentent 84 % de ce coût total, et les dépenses en capital, 11 %. Le coût de la prise en charge des marginalisés s'élève à 5 % du montant global, mais grimpe à 8 % dans les pays à faible revenu, et dépasse même 12 % dans certains des pays les plus pauvres, comme le Burundi, le Mali ou le Niger.

Cet accroissement du coût total est le reflet de deux facteurs. Premièrement, le nombre d'enfants et d'adolescents scolarisés devra augmenter. Le nombre d'enfants accueillis dans l'enseignement préprimaire, en particulier, devra globalement plus que doubler d'ici à 2030, mais devra plus que quintupler dans les pays à faible revenu (passant de 5 millions à 28 millions). Les inscriptions dans l'enseignement primaire augmenteront de 58 millions, soit 14 % seulement, car de nombreux pays sont

proches de la cible, tandis que ce groupe d'âge diminuera dans certains pays, principalement à revenu moyen inférieur. Les inscriptions dans le second cycle de l'enseignement secondaire progresseront de plus de 50 % et plus que doubleront dans les pays à faible revenu. Il faudra quasiment multiplier par 5 les inscriptions dans le second cycle de l'enseignement secondaire dans les pays à faible revenu (de 18 à 82 millions) (**tableau 3a**).

Deuxièmement, les dépenses par élève connaîtront une hausse très importante du fait des efforts déployés pour améliorer la qualité. Les dépenses globales par élève devront tripler dans le préprimaire (passant de 258 à 854 dollars des États-Unis) et plus que doubler dans le primaire (de 195 à 403 dollars des États-Unis). Dans les pays à faible revenu, le coût par élève de l'enseignement primaire passera de 70 à 197 dollars des États-Unis (**tableau 3b**). Cette évolution sera due essentiellement à la baisse des ratios élèves/enseignant dans le préprimaire et à la hausse des salaires enseignants aux niveaux préprimaire et primaire. Les coûts

Tableau 2. Coût total annuel par niveau d'enseignement, en milliards de dollars, 2012 et 2015–2030 (moyenne)

	Pays à faible revenu		Pays à revenu moyen inférieur		Pays à revenu faible et moyen inférieur	
	2012	Moyenne 2015-2030	2012	Moyenne 2015-2030	2012	Moyenne 2015-2030
Préprimaire	0,4	4,4	4,4	26,8	4,8	31,2
Primaire	7,3	19,9	60,8	109,5	68,1	129,4
Premier cycle secondaire	3,6	11,6	34,5	70,2	38,0	81,8
Second cycle secondaire	3,1	14,5	34,5	82,7	37,7	97,1
Total	14,4	50,4	134,2	289,2	148,6	339,5

Tableau 3. Nombre d'élèves et dépenses par élève par niveau d'enseignement, 2012 et 2030 (projections)

	Pays à faible revenu		Pays à revenu moyen inférieur		Pays à revenu faible et moyen inférieur	
	2012	2030	2012	2030	2012	2030
a. nombre d'élèves (en millions)						
Préprimaire	5	28	26	57	31	85
Primaire	127	163	290	313	418	476
Premier cycle secondaire	29	70	125	172	155	242
Second cycle secondaire	18	82	87	184	105	266
b. Dépense annuelle par élève, moyenne pondérée, dollars des États-Unis (en prix constants de 2012)						
Préprimaire	117	421	286	1069	258	854
Primaire	70	197	250	510	195	403
Premier cycle secondaire	144	284	339	639	301	536
Second cycle secondaire	394	367	823	811	751	675

absolus sont plus élevés dans les pays à revenu moyen inférieur parce que le PIB par habitant y est supérieur.

Les gouvernements devront déboursier davantage pour réaliser les nouvelles cibles de l'éducation

Pour les besoins du présent document, on est parti du principe que les recettes fiscales des États augmenteront en pourcentage du PIB, et que la part du budget allouée à l'éducation sera supérieure à 20 %.

Ceci aura pour effet à la fois d'augmenter les dépenses publiques nationales dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire de 2,6 % à 3,9 % du PIB dans les pays à faible revenu, hors aide internationale. Notons que ces pays ont accru la part du PIB consacrée à l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire de 0,8 points de pourcentage entre 1999 et 2012. Les pays à revenu moyen inférieur devront augmenter leurs dépenses publiques nationales dans l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire de 3,3 % à 3,9 % du PIB entre 2012 et 2030, hors aide internationale.

Le déficit de financement ne pourra être comblé sans une augmentation de l'aide par les bailleurs de fond

De nombreux pays ont peu de chances de pouvoir augmenter leurs dépenses publiques nationales aux niveaux requis pour couvrir le coût total de la réalisation des cibles. Entre 2015 et 2030, le déficit de financement annuel moyen restant dans les pays à revenu faible et moyen inférieur pris ensemble est estimé à 39 milliards de dollars des États-Unis (**tableau 4**). Après prise en compte des perspectives d'accroissement des ressources nationales, le déficit annuel atteint un total de 21 milliards de dollars des États-Unis dans les pays à faible revenu, soit 42 % du coût total, et de 18 milliards de dollars des États-Unis dans les pays à revenu moyen inférieur, soit 6 % du coût total (**figure 1**). Ce déficit de financement équivaut à 1,6 % du PIB pour l'ensemble de ces pays.

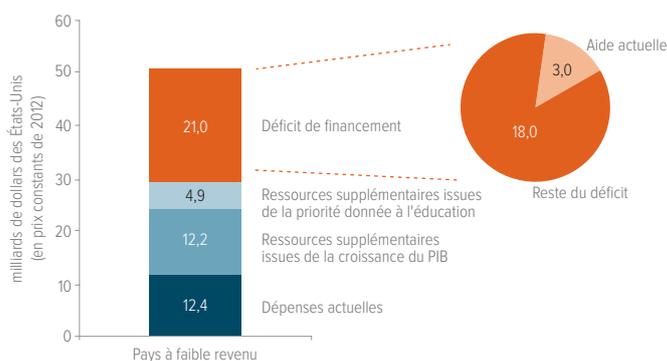
Les niveaux actuels de l'aide internationale ne couvrent qu'une petite partie de ce déficit. Pour les pays à faible revenu, l'aide au développement allouée à l'éducation de base et à l'enseignement secondaire s'élève à 3

Tableau 4. Déficit de financement, en milliards de dollars (en prix constants de 2012)

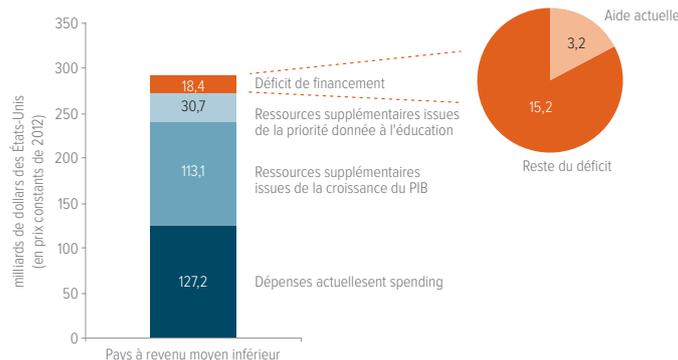
	Pays à faible revenu	Pays à revenu moyen inférieur	Pays à revenu faible
Coût total, 2012	14,4	134,2	148,6
Coût total, 2015-2030 (moyenne)	50,5	289,4	339,9
Augmentation du coût total	36,1	155,1	191,2
Déficit de financement, 2015-2030 (moyenne)	21,0	18,4	39,5

Figure 1. Ventilation des besoins annuels en ressources pour réaliser l'enseignement universel au niveau préprimaire, primaire et du premier cycle du secondaire, 2015-2030

a. Pays à faible revenu



b. Pays à revenu moyen inférieur



milliards de dollars des États-Unis et devra donc être multipliée par sept pour combler le déficit. On pourrait en résorber une partie en réaffectant une part des 2,8 milliards de dollars des États-Unis de l'aide à l'éducation versée aux pays à revenu faible et moyen inférieur pour financer l'enseignement post-secondaire. De même, une part du déficit pourrait être comblée en redéployant l'aide qui va actuellement au financement de l'éducation dans les pays à revenu moyen supérieur.

Les pays à revenu moyen inférieur sont généralement bien moins dépendants du financement extérieur. Cependant, il existe des variations considérables au sein de ce groupe, certains de ces pays ayant toujours besoin d'un soutien extérieur important pour faire face aux coûts prévus. En Côte d'Ivoire et au Sénégal, par exemple, la majeure partie de l'augmentation du coût total devra être couverte par un financement extérieur.

Dans les pays à revenu faible et moyen inférieur pris ensemble, l'aide à l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire devra être multipliée au moins par six. Cette augmentation pourrait être revue à la baisse si d'autres sources extérieures de financement venaient combler une partie du déficit.

L'analyse du Rapport mondial de suivi sur l'EPT montre aussi que le déficit pourrait être intégralement comblé si les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et certains bailleurs de fonds non CAD (à savoir, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Brésil, la Chine, les Émirats arabes unis, la Fédération de Russie, l'Inde, le Koweït et le Qatar) consacraient 0,7 % de leur produit intérieur brut au financement de l'aide, et affectaient 10 % de cette aide à l'éducation (du niveau préprimaire au second cycle de l'enseignement secondaire). Or, par exemple, sur les 15 pays membres de l'Union européenne qui se sont engagés en 2005 à consacrer à l'aide au développement 0,7 % de leur PIB, seuls quatre ont tenu leur promesse : le Royaume-Uni, le Danemark, le Luxembourg et la Suède.

Bien que le montant global du déficit de financement de l'éducation puisse sembler important, il ne représente que 8 jours de dépenses militaires mondiales annuelles, qui ont atteint un total de 1,75 trillion de dollars en 2013.

Les autres scénarios envisagés ne suggèrent pas d'option attractive

Afin d'apprécier la sensibilité de ces prévisions de coûts, des scénarios alternatifs ont été examinés. Deux scénarios extrêmes montrent

quel serait l'impact de la vitesse à laquelle on atteindra les cibles.

Atteindre les cibles d'ici à 2020. Avancer de dix ans la date butoir entraînerait une forte hausse des coûts, parce qu'il faudra construire les écoles et les classes plus rapidement alors qu'on disposera de moins de temps pour la croissance du PIB et le redéploiement des budgets destinés à absorber une partie de l'augmentation des coûts. Globalement, le déficit de financement serait supérieur de 72 % au chiffrage contenu dans le scénario de base.

Limiter le financement extérieur. Si l'aide extérieure n'augmentait, en gros, qu'au rythme de la croissance globale du PIB, les cibles ne pourraient être atteintes qu'aux alentours de 2070. On serait alors sanctionné pour n'avoir pas agi dès maintenant en faisant des cibles d'éducation une priorité internationale.

Il faut des données de financement de meilleure qualité

Le principal objectif de l'exercice d'évaluation des coûts est d'aider à établir les paramètres de

Encadré 2. Origine des données utilisées

L'exercice de chiffrage des coûts s'est appuyé sur les données les plus récentes, qui ont été puisées aux principales sources suivantes :

- la base de données des Perspectives démographiques mondiales de l'ONU, pour les informations sur les populations d'âge scolaire et les prévisions de croissance démographique
- l'Institut de statistique de l'UNESCO pour les informations sur l'inscription, les taux de progression des élèves, les enseignants, les classes et le financement de l'éducation
- la Base de données mondiales sur les inégalités dans l'éducation pour les informations sur les taux d'achèvement
- la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour les informations sur le PIB (niveaux actuels et prévisions de croissance) et les recettes publiques

Ces données ont été complétées par d'autres sources, telles que les plans des secteurs nationaux de l'éducation. Dans les cas où aucune donnée nationale n'était disponible, des agrégats régionaux ont été utilisés. Ceci signifie que, bien que tout ait été fait pour accéder aux données, il peut y avoir de grandes marges d'erreurs concernant certains pays.

l'enveloppe financière nécessaire pour atteindre certaines des cibles. Il ne peut et ne doit pas se substituer aux estimations détaillées établies au niveau national. Les estimations de coûts présentées ici pour les pays à revenu faible et moyen inférieur s'appuient sur les données disponibles les plus récentes (**encadré 2**). Elles n'en devraient pas moins indiquer l'ampleur du déficit de financement auquel sont confrontés la plupart de ces pays.

Deux mises en garde s'imposent. Premièrement, la qualité et la couverture des données officielles en matière de financement laissent malheureusement à désirer. Entre 2000 et 2013, on ne disposait que de 49 % des données sur l'indicateur le plus élémentaire que sont les dépenses publiques en pourcentage du PIB. Cette situation devient rapidement pire dès que des informations plus détaillées sont nécessaires. Aucune donnée de financement n'est disponible pour le Nigéria, le pays abritant la plus forte population d'enfants non scolarisés. On ignore totalement quels efforts il faudra faire pour reconstruire le secteur éducatif dans les pays qui ont été ravagés par les conflits, comme la République arabe syrienne.

Deuxièmement, l'octroi d'un financement suffisant doit s'accompagner de politiques nationales vigoureuses. Le même niveau de dépenses peut produire des résultats très différents dans différents pays selon les politiques et les pratiques en matière d'équité, d'efficacité et d'efficience. Malgré tout, compte tenu du degré d'ambition de l'agenda proposé pour les ODD, l'absence de financement adéquat sera le plus gros obstacle pour les pays plus pauvres.

Conclusion

L'évaluation des coûts de réalisation des cibles clés de l'éducation pour l'après-2015 permet de mieux saisir l'ampleur des défis financiers futurs. Pour que tous les enfants et les jeunes aient accès à une éducation préprimaire, primaire et secondaire de qualité d'ici 15 ans, les partenaires extérieurs devront déboursier chaque année 39 milliards de dollars des États-Unis en faveur des pays à revenu faible et moyen inférieur. Tels sont les enjeux d'Oslo, d'Addis-Abeba et des prochains mois.

La mise en œuvre du nouveau programme de développement durable exige des gouvernements et des donateurs qu'ils prennent des engagements clairs. C'est tout particulièrement essentiel pour réaliser les objectifs clés de l'éducation :

- les pays à faible revenu devront augmenter de 50 % en pourcentage du PIB leur financement de l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire ;
- pour combler le déficit de financement, les donateurs du CAD de l'OCDE devront multiplier au moins par six leur volume d'aide à l'enseignement préprimaire, primaire et secondaire dans les pays à revenu faible et moyen inférieur ; une partie de cet effort pourra être couvert par un meilleur ciblage de l'aide actuellement versée aux pays à revenu moyen supérieur et/ou à l'enseignement post-secondaire ;
- le retard sera comblé si les donateurs du CAD et certains donateurs non CAD consacrent (i) 0,7 % de leur produit intérieur brut au financement de l'aide et (ii) 10 % de ce portefeuille d'aide à l'éducation de base et à l'enseignement secondaire : il ne faut que l'équivalent de 8 jours de dépenses militaires mondiales annuelles pour combler l'intégralité du déficit.

Rapport mondial de suivi sur l'EPT
c/o UNESCO
7, place de Fontenoy,
75352 Paris 07 SP, France
Courriel : efareport@unesco.org
Tél. : +33 (1) 45 68 10 36
Fax : +33 (1) 45 68 56 41
www.efareport.unesco.org

Développé par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous est une référence qui vise à informer, influencer et à soutenir un véritable engagement envers l'éducation pour tous.

© UNESCO
ED/EFA/MRT/2015/PP/18/REV3

